



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

**LA SOMALIE : OBSERVATOIRE DE LA RIVALITÉ
DES MONARCHIES DU GOLFE EN AFRIQUE**

par le Dr Roukiya Mohamed Osman

Le Dr Roukiya Mohamed Osman est spécialiste des questions de sécurité et paix dans la corne de l'Afrique.

CONTEXTE

Cette note d'analyse s'insère dans un contexte marqué par l'influence des pays du Golfe dans la corne de l'Afrique, du fait de la guerre que ces États mènent au Yémen contre les rebelles houthis. Ce conflit a affecté la rive africaine de la mer Rouge où les intérêts économiques, militaires et politiques des Émirats Arabes Unis (EAU) et de l'Arabie Saoudite se sont, considérablement, transformés. Parallèlement, la crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG) – Riyad et Abu-Dhabi ont rompu, le 5 juin 2017, leurs relations diplomatiques avec le Qatar accusé de soutenir le terrorisme et par extension d'être proche de l'Iran – s'est également étendue dans la région. Cette situation a provoqué une instabilité sans précédente dans les États de la Corne de l'Afrique et plus particulièrement en Somalie.

RÉSUMÉ

À l'instar des autres pays africains, les États de la corne de l'Afrique ont pris position dans la crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Djibouti et la Somalie ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Iran tandis que Djibouti a rappelé son ambassadeur du Qatar ; au vu de ses relations avec Doha Mogadiscio a affirmé sa neutralité dans ce conflit tandis que l'Érythrée et l'Éthiopie ont maintenus, quant à eux, des positionnements ambigus. Cette note analyse en quoi les rivalités entre les monarchies du Golfe ont accru la tension entre l'État fédéral somalien et les autres États régionaux, aggravant ainsi l'instabilité dans le pays.

IDÉES MAJEURES

- les puissances golfiennes ont exporté leurs rivalités sur la rive africaine de la mer Rouge
- Le jeu politique de ces riches monarchies a intensifié l'instabilité en Somalie
- Cette situation a, davantage, fragilisé la sécurité intérieure somalienne

Problématique : Comment la confrontation entre les puissances golfiennes, a-t-elle amplifié le conflit entre le pouvoir central et les administrations régionales ? Et comment a-t-elle créé une insécurité sans précédente dans le pays ?

MOTS-CLÉS

Crise du Golfe, EAU, Arabie Saoudite, Qatar, Somalie, insécurité, Somaliland, État fédéral, États régionaux, CCG.

INTRODUCTION

De tous les États de la corne de l'Afrique, c'est la Somalie déjà secouée par plusieurs décennies de guerre civile et fragmentée en petits États (Somaliland, Puntland, Jubaland etc.) qui est, rapidement, devenue un nouvel espace de rivalité et de formation d'alliances entre l'axe saoudo-émiratien soutenu par les Américains et l'axe qatari-turque appuyé par l'Iran. Elle s'est imposée comme le champ de bataille idéal pour les puissances golfiennes qui exportent leurs rivalités sur la rive africaine de la mer Rouge. Pourtant, la Somalie est un pays membre de la Ligue arabe et s'inscrit dans l'espace sécuritaire de ces monarchies par le biais de son long littoral donnant accès aux routes de navigation vitales au Golfe Persique.

Cette note tend à étudier cette concurrence entre ces puissances en Somalie comme facteur d'insécurité et élément de fracture entre l'État fédéral et les États régionaux. Dans ce travail, il s'agit d'abord de présenter la position du gouvernement somalien dans la crise du Golfe. Ensuite, nous montrerons comment la compétition entre ces riches monarchies a creusé le fossé entre le pouvoir central et les administrations régionales. Enfin, nous examinerons l'instabilité manifeste engendrée par cette crise.

I- LA POSITION DE FARMAJO DANS LA CRISE DU GOLFE : UNE NEUTRALITÉ MENSONGÈRE

Dès son arrivée au pouvoir en février 2017, Mohamed Abdullahi Mohamed

«Farmajo» est confronté à la crise du Golfe. Il montre rapidement son hésitation à rompre ses liens avec le Qatar, qui «*aurait financée sa campagne électorale*»¹. Cette situation remet en cause la neutralité affichée très tôt par le gouvernement somalien, cette dernière est perçue par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis non pas comme l'expression d'une impartialité, mais comme un positionnement en faveur de leurs adversaires.

En effet, le gouvernement somalien a signé, en novembre 2017, un accord avec le Fond de développement du Qatar ; ce dernier fournira 200 millions de dollars pour «*la restauration de plusieurs autoroutes y compris celle reliant Mogadiscio et la ville agricole d'Afgooye, à 30 km de la capitale [...] ainsi que celui du siège du ministère somalien du Plan et de l'Institut somalien de la diplomatie, relevant*

1. A. Guerithault, «Farmajo quel espoir pour la Somalie ?», Classe internationale, mars 2017.

du ministère des Affaires étrangères»². En outre, en 2019, Doha a décidé de «soutenir le budget national somalien en versant 73 millions de riyals, soit plus de 20 millions de dollars américains»³. En échange, le Qatar va construire («coût de l'investissement : 170 millions d'euros»)⁴ un port à Hobyo, situé dans la région de Galmudug. Sous embargo, ce port revêt d'une importance stratégique pour Doha afin d'accéder aux marchés mondiaux et de concurrencer DP World en Somalie. Au vu de l'aide budgétaire conséquent reçu, le gouvernement de Farmajo a adopté une position opportuniste qui va à l'encontre de ses intérêts.

Au-delà de l'engagement grandissant qu'apporte le Qatar, ce dernier s'immisce dans la politique interne en plaçant les défenseurs de sa cause jusque dans les instances stratégiques de l'État. Évoquons, à ce propos, l'homme-clé qui le représente au sein de Villa-Somalia⁵ : Fahad Yacin. Ancien journaliste de Al-Jazeera, ce dernier est devenu conseiller de sécurité du président Farmajo avant d'être nommé en août 2019 à la tête de l'Agence nationale de sécurité et des renseignements (NISA)⁶. Ces importants investissements vont de pair avec la volonté de contrôler le gouvernement central. Au fur et à mesure que l'emprise qatarie se renforce, l'inquiétude des EAU et de ses alliés augmentent.

La proximité de l'État fédéral avec le Qatar a détérioré les relations entre Mogadiscio et Abou Dhabi. Ces dernières ont empiré lorsque «9,6 millions de dollars en provenance des Émirats ont été saisis à l'aéroport de Mogadiscio»⁷. Pour les autorités, cet argent témoigne de l'ingérence d'Abou Dhabi en Somalie. De ce fait, les émiratis ont suspendu leurs coopérations militaires, leurs soutiens financiers et ont fermé l'hôpital Sheikh Zayed de Mogadiscio. Alors que les tensions entre les deux pays sont à son

paroxysme, les EAU se sont rapprochés des États régionaux.

II- UNE FRACTURE SANS PRÉCÉDENTE ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL ET LES ÉTATS RÉGIONAUX

Lors de la crise du Golfe, les États fédérés tels que le Puntland et Hirshabelle à l'instar de l'État autoproclamé du Somaliland se sont, ouvertement, positionnés en faveur de l'axe saoudo-émirati. Ils ont, ainsi, protesté la neutralité de Mogadiscio dans ce conflit. Pour ces États, les Émirats représentent une opportunité économique considérable, fondamentale pour le développement de leurs économies. Ils ont donc adopté une stratégie favorable à leurs intérêts. Parallèlement, les aides octroyées aux États régionaux, réduisent l'influence déjà fragile du pouvoir central de l'État fédéral. Du fait de leurs positions géostratégiques, à l'entrée de la mer Rouge, ces régions présentent un intérêt majeur pour les EAU. Désormais, elles sont considérées comme des partenaires autonomes ; le cas du Somaliland et du Puntland en constitue un exemple significatif. En 2016, Hargeisa⁸ confie la gestion et la modernisation du port de Berbera à la société émirati DP World. Un accord tripartite est conclu, en 2018, entre le groupe émirati, la région séparatiste du Somaliland et l'Éthiopie qui donne «51 % des parts à DP World, 30 % au Somaliland et 19 % à l'Éthiopie»⁹. Cet accord a terni le processus de rapprochement entre la Somalie et l'État autoproclamé du Somaliland. Le gouvernement de Farmajo s'est plaint auprès de la Ligue arabe et a essayé de mettre fin à cet accord qu'il accuse de «violier la souveraineté du pays». En outre, le parlement a adopté une loi indiquant que «seul le gouvernement fédéral de Somalie peut s'engager dans des accords internationaux (...) tous les ports et aéroports du pays sont propriété de la Nation»¹⁰, une interdiction étendue aussi à la société P&O Ports, filiale de DP World qui avait en charge, depuis 2017, la gestion et le développement du port de Bossaso, dans la région du Puntland. L'impuissance du pouvoir central, à bloquer ces accords l'a affaibli davantage au regard des autres États régionaux, encourageant ainsi leurs indépendances vis-à-vis de Mogadiscio.

2. N. Guelle Gedi, «Somalie : le Qatar alloue 200 millions de dollars des projets de développement», Anadolu Agency, novembre 2017.

3. Voir «Le Qatar soutient le budget de la Somalie en lui versant 20 millions de dollars» French xinhua, février 2019.

4. Voir «Somalie : le Qatar va construire un nouveau port stratégique à Hobyo», RFI, août 2019.

5. C'est le siège de la présidence de l'État fédéral de la Somalie et la résidence officielle du président.

6. J. Ndinga Ngoma, «Somalie : nouveau maire à Mogadiscio, nouveaux responsables sécuritaires», Africanews, août 2019.

7. H. Maruf, «Les Émirats Arabe Unis dissolvent la mission de formation somalienne», VOA Afrique, avril 2018.

8. Capitale du Somaliland

9. Voir «le port de Berbera fait du Somaliland un acteur incontournable en mer Rouge», Le point, juillet 2018.

10. Voir «le parlement somalien rejette l'accord sur le port de Berbera signé en Somaliland», La Tribune Afrique, mars 2018.

À cela s'ajoute la construction d'une base navale¹¹ à Berbera, en Somaliland qui confère, aux Émirats une dimension militaire dans la guerre qu'ils mènent au Yémen et leur permet d'étendre leur influence dans le détroit du Bab-el Mandeb. Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, le président de la région séparatiste du Somaliland, Muse Bihi Abdi a effectué plusieurs voyages aux Émirats Arabes Unis et en Arabie Saoudite et a énormément participé au développement de ce partenariat. Au cours de la dernière décennie, la coopération émirato-somalilandaise a pris une dimension importante et s'inscrit désormais dans une optique de développement mais aussi de reconnaissance internationale.

Si la rivalité croissante des monarchies du Golfe a amplifié les tensions internes, les dirigeants politiques ont exploité cette situation à leurs avantages, affaiblissant le processus de construction du pouvoir central. Les échanges entre les EAU et les États régionaux sont perçus comme une provocation par l'État fédéral, si bien que le gouvernement de Farmajo et sa volonté d'évincer ces gouvernants pro-émirat ont davantage complexifié la situation.

Les hostilités entre Villa Somalia et les administrations régionales, d'une part et la Somalie et l'État autoproclamé du Somaliland, de l'autre, sont à leurs apogées cristallisant, ainsi, les tensions séparatistes et autonomistes des régions. Cette confrontation golfienne a, ainsi, anéanti plusieurs décennies de travail de la communauté internationale pour consolider l'État fédéral somalien.

III- LA RIVALITÉ GOLFIENNE SOURCE D'INSTABILITÉ

La sécurité dans le pays s'est considérablement détériorée. Abou Dhabi accuse l'axe qatari-turque de soutenir l'islam politique et en particulier les islamistes Al-Shabaab. Toutefois, l'intensification et la dimension singulière de cette instabilité sont aussi liées à la confrontation géopolitique interposée entre ces puissances. Chacun détruit les intérêts de l'autre et s'affronte pour la gestion des ports et le contrôle de la mer Rouge. Depuis que la société P&O Ports, filiale du groupe émirati DP World a obtenu la concession du port de Bosaso, en Puntland, cette région semi-autonome est devenue l'épicentre de la rivalité golfienne. En juillet 2019, le New York

Times a obtenu un enregistrement audio entre l'ambassadeur du Qatar en Somalie et M. al-Muhanadi un homme d'affaires proche de l'émir du Qatar. Ce dernier a déclaré que « *les militants avaient perpétré l'attentat à la bombe à Bosaso afin d'expulser les Émirats [...] et défendre les intérêts du Qatar en chassant son rival les Émirats arabes unis* »¹². Si cette attaque avait pour objectif de les faire fuir, il ne s'agissait pas du premier attentat mené contre leurs intérêts. En février 2019, le directeur du port de Bosaso, Paul Anthony Formosa a été tué¹³. Son assassinat a été revendiqué par les islamistes Al Shabaab. Doha est accusé de jouer un double jeu qui consiste à approuver implicitement ces attentats tout en apportant son soutien à Mogadiscio dans la lutte contre le terrorisme¹⁴.

Le gouvernement tire profit de cette crise du Golfe pour museler l'opposition qu'il accuse d'être au service des Émirats. C'est ainsi que le président du parti Wadajir, Abdirahman Abdishakur¹⁵ devenu très critique envers la politique de Farmajo a été arrêté et blessé - « *les forces de l'ordre ont effectué une descente dans sa résidence [...] cinq de ses gardes du corps sont morts pendant l'intervention* »¹⁶. Le pouvoir central lui reproche de bénéficier des fonds émiratis pour déstabiliser le pays.

De plus, l'ancien maire de Mogadishu, Thabit Abdi Mohammed, malgré sa proximité avec le gouvernement a « *plaidé en faveur du Grand Mogadiscio [...] devrait être désigné comme un État fédéral appelé Banaadir* »¹⁷. En réponse, le gouvernement l'accuse de corruption lui reproche de recevoir de financements des EAU et le pousse à démissionner¹⁸. Les agissements des autorités ont renforcé l'opposition qui dénonce les attitudes dictatoriales grandissantes de Farmajo.

12. Bergman R., Kirkpatrick D, « With Guns, Cash and Terrorism, Gulf States Vie for Power in Somalia », The New York Times, July 2019.

13. Ibid

14. Voir « le Qatar offre une aide militaire à la Somalie », French xinhua, janvier 2019.

15. Ancien candidat aux élections présidentielles de 2017

16. Voir « Somalia: politician Abdirahman Abdishakur released from jail », Dalsan Radio (Mogadiscio), décembre 2017.

17. Voir « Somalia and the Gulf Crisis », Crisis Group Africa Report N°260, June 2019.

18. Il sera remplacé par Abdirahman Omar Osman dit ingénieur Yarisow décédé en août 2019 suite à un attentat perpétré dans la Mer de Mogadiscio.

11. A. Chémali, « les Émirats Arabes Unis lancent la construction d'une base navale au Somaliland », Franinfo, novembre 2017.

En somme, les rivalités du Golfe créent une instabilité dans le pays et augmentent la fracture entre le pouvoir central et les administrations régionales.

CONCLUSION

La crise interne du Golfe a permis à l'axe saoudo-émirati et à l'axe qatari-turque de trouver de nouveaux alliés afin d'asseoir leurs influences et d'occuper une place incontournable pour l'accès à la mer Rouge. Ils ont, ainsi, exporté leurs rivalités dans la corne de l'Afrique et particulièrement en Somalie, dans un pays ravagé par plusieurs décennies de guerre civile.

La neutralité du gouvernement somalien a rapidement été remise en question compte tenu de ses liens avec Doha et Ankara. Et cela a encouragé les Émirats à adopter une stratégie défensive, à savoir à augmenter leurs aides aux États régionaux et au Somaliland afin de protéger leurs intérêts et de promouvoir leurs investissements dans la région. Si cette concurrence a contribué à la réussite des objectifs politico-économiques immédiats des monarchies golfiennes, elle a, toutefois, affaibli le long processus de construction de l'État fédéral et a renforcé la fragilité du pays à court et à long terme.

Par ailleurs, cette rivalité a accru les tensions entre l'État fédéral et les États régionaux. Le pays doit faire face à l'instabilité suscitée par cette crise. Si cette situation est imputable aux puissances du

Golfe, elle menace, néanmoins, de freiner leurs intérêts affichés à long terme dans le pays. Le gouvernement de Farmajo, de surcroît, l'a exploité pour étouffer l'opposition somalienne qu'il reproche d'être au service des Émirats Arabes Unies.

En somme, la Somalie n'a aucun intérêt à prendre position dans ce différend qui oppose ces pays du Golfe. Depuis des années, elle entretient des relations importantes avec tous ces États. L'aide budgétaire et humanitaire ainsi que les formations et les financements fournis par les puissances golfiennes sont antérieurs à cette crise et se sont avérés essentiels pour la construction du pays. Nonobstant, leurs ingérences sur la scène politique locale fragilisent davantage le faible gouvernement central et accentuent le clivage entre ce dernier et les États régionaux.

La balkanisation du pays rend difficile la domination absolue d'un axe par rapport à un autre. L'insécurité sur la rive africaine pourrait bien créer une instabilité (avec les flux de réfugiés, le développement du terrorisme et de la piraterie, notamment) sur les deux côtés de la mer Rouge. Le gouvernement somalien devrait adopter une position réellement neutre qui lui permettrait d'obtenir les aides nécessaires de ces puissances du Golfe et conforterait mieux son intérêt.

À PROPOS DE THINKING AFRICA

Créé en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d'Ivoire